

Crise à « L'Avenir » : tension maximale entre rédaction et direction

PRESSE ÉCRITE Jos Donvil, le patron du groupe accuse la rédaction de propos mensongers

- ▶ La marmite sociale a réexplodé au sein du journal « L'Avenir ».
- ▶ La rédaction accuse la direction de licencier sur la base d'une liste noire.
- ▶ Jos Donvil dément.

Pour le deuxième jour consécutif, les abonnés de *L'Avenir* ne recevront pas leur journal, ce mercredi matin. Le site web sera également à l'arrêt. En cause : l'annonce de trois licenciements secs au sein de la rédaction. Dont celui d'Yves Raisière, le chef du service « info générale ».

C'est une nouvelle montée de fièvre dans ce dossier qui oppose, depuis plusieurs mois, la

rédaction de *L'Avenir* à sa direction. Ou plutôt à son actionnaire : le groupe liégeois Nethys (pilote par Stéphane Moreau). Le climat est lourd, plombé par des comptes dans le rouge et un plan social en cours. Objectif avoué de la direction : se séparer d'une cinquantaine de personnes. Ce qui a mené à une rébellion de la rédaction (qui a notamment publié un dossier assasin contre son actionnaire, l'accusant de sabotage).

Mais on pensait que, depuis mi-février, la paix sociale était de retour. La direction avait en effet accepté de relever les conditions financières des départs volontaires. Ce qui a permis de ne plus devoir licencier « que » 4 équivalents temps-plein (ETP). Un plan accepté par les syndicats et l'AJP (association des journalistes professionnels), à condi-

tion que ces départs ne soient pas ciblés. Car les journalistes craignaient l'existence d'une liste noire, visant à dégommer les plus rebelles.

Ce lundi, les noms des trois licenciés sont tombés (soit 2,8 ETP au lieu des 4 prévus). « Vous remarquerez qu'ils ont fait ça au début d'une semaine de congé... L'une des trois personnes l'a appris par téléphone, alors qu'elle était aux sports d'hiver. Vous voyez la brutalité ? », dénonce un journaliste de la rédaction.

Et la composition du trio de licenciés a fait (ré)exploder la marmite. LAJP et la Société des rédacteurs de *L'Avenir* accusent la direction d'avoir rompu son accord, en suivant clairement sa liste noire. « Yves Raisière était responsable des pages dans lesquelles sont parus les articles sur l'affaire PubliFin et sur notre

propre conflit social, page dont vous devinez à quel point elles ont pu déplaire à d'aucuns, écrivent-ils dans un communiqué. En plus, trois employés (qui ne s'étaient pas manifestés mi-février, NDLR) sont prêts à quitter l'entreprise de manière volontaire, aux mêmes conditions que les autres. S'il n'y a pas d'intention de cibler certains journalistes, pourquoi ne pas laisser partir ces trois-là ? », reprend un représentant de la rédaction.

LAJP et la rédaction réclament aujourd'hui la réintégration des trois personnes licenciées, le départ du directeur des rédactions Philippe Lawson, et un changement d'actionnaire. Une assemblée générale se tiendra ce mercredi matin, pour que les travailleurs décident de la suite des opérations. ■

XAVIER COUNASSE

la direction « On est en train de jouer avec le feu »

Jos Donvil

En 2016, Stéphane Moreau cherche un poids lourd du secteur des télécoms pour lui confier la gestion de VOO le bébé du groupe Nethys. Il jetera son dévolu sur Jos Donvil qui pilotait à l'époque la société Base. Aujourd'hui, Jos Donvil a intégré le comité de direction de Nethys. On lui a récemment confié le pôle télécoms/medias. Il est notamment en charge de réaliser les convergences entre VOO et les contenus de « L'Avenir ».

ENTRETIEN

Chez Nethys, c'est Jos Donvil qui dirige le pôle médias/télécoms. Donc la restructuration de *L'Avenir*. Ce mardi soir, vers 17 heures, il s'éclipse de la négociation syndicale en cours pour répondre à nos questions. Et il ne semble pas prêt à lâcher quoi que ce soit...

Etes-vous prêt à faire certaines concessions ?

Dans des circonstances pareilles, je crois qu'il faut toujours être prêt à discuter et se mettre autour de la table. De là à dire qu'on a déjà trouvé des so-

lutions...

La rédaction réclame la réintégration des trois personnes licenciées ? C'est possible ?

Notre décision est prise. Il faut un petit flash-back pour bien comprendre. Le vendredi 15 février, on avait 26-27 ETP de départs volontaires. On devait remettre notre dossier au ministre de l'Emploi le lundi suivant. Or il nous fallait minimum 30 départs pour être reconnu comme une entreprise en restructuration (10 % du personnel). Là, on a un peu été piégé par l'AJP. Ils avaient identifié 15 personnes prêtes à partir, si on leur offrait les conditions financières de l'AJP (plus favorables, NDLR). Sans les 30 départs, on risquait que tout notre plan tombe à l'eau. Alors on a dit oui. Mais il y avait deux conditions à cet accord. Primo, on clôture ce jour-là la liste des départs volontaires. Secundo, il y aurait maximum 4 ETP licenciés au niveau de la rédaction, pour arriver au nombre de départs souhaité. En posant les choix de li-

Jos Donvil, chargé de la restructuration le confirme : « Philippe Lawson est en place et restera en place ». - PHOTONEWS

ciement uniquement sur base de la nouvelle organisation. En contrepartie, ils garantissaient la paix sociale.

On a travaillé sur la nouvelle structure depuis lors, en se basant sur tous les départs connus. Et en faisant en sorte de protéger les rédactions locales, car c'est notre core business. Cette nouvelle structure, on l'a annoncée lundi. Sans licencier les 4 ETP négociés, mais seulement 2,8. Ce qui est complètement en ligne avec l'accord de mi-février.

L'AJP assure qu'elle vous a informé qu'il ne fallait pas tou-

cher à Yves Raisière. Or il fait partie des trois licenciés. C'est un mensonge. Cela n'a jamais été mentionné autour de la table. Quelqu'un de l'AJP m'a dit, en sortant de la réunion, qu'on ne pourrait pas sortir Yves Raisière. Mais c'était en dehors de la réunion et de l'accord. En réalité, la nouvelle structure ne les intéresse pas. Ils veulent simplement protéger certaines personnes. Eux, ils peuvent donc cibler, et dire qu'il y a des gens qu'ils veulent absolument garder. Honnêtement, ce n'est pas correct.

Donc pas de liste noire, vous l'assurez ?

Les employés qui étaient devant les barricades pour militer contre Nethys, à l'entrée du parlement wallon lors de mon audition, ils sont encore là. Si j'avais eu une liste noire, ils auraient été dessus. C'est eux qu'on aurait licenciés. C'est bien la preuve qu'il n'y a pas de telle liste, et que nos choix sont basés sur la nouvelle organisation. La fonction actuelle d'Yves Raisière sera supprimée, car on répartit son rôle différemment, avec un troisième rédacteur en chef adjoint et un coordinateur des locales.

S'il y a encore trois personnes prêtes à partir volontairement, ne serait-il pas plus simple de laisser partir ces trois-là, pour calmer le jeu ?

Moi, ces trois personnes, je ne les connais pas. On sait depuis des mois qu'on cherche des volontaires. Pourquoi ne se sont-ils pas manifestés plus tôt ? A un certain moment, on a dit qu'on fermait le guichet des départs volontaires. Il fallait arrêter, pour pouvoir réfléchir à la nouvelle structure à mettre en place. C'est pour cela qu'on ne peut plus revenir en arrière, et laisser partir n'importe qui.

La rédaction réclame le départ de leur directeur, Philippe Lawson. Est-ce envisageable ?

Philippe Lawson est en place, et il restera en place. C'est quelqu'un qui a une réputation exemplaire comme journaliste. Il arrive en pleine restructuration, et doit jouer un rôle qu'il n'a jamais joué avant. Comme un joueur de foot qui devient entraîneur. On estime qu'il est capable de le faire. Il faut au moins lui donner la chance d'essayer. Est-ce que tout a été nickel depuis le début ? Non. Parce qu'il n'a pas l'expérience, et qu'il doit apprendre. Mais le tuer sur place, c'est trop tôt et injuste.

Comment sort-on de cette crise ?

Ça, c'est une bonne question. J'espère que les émotions vont retomber. On est en train de jouer avec le futur de la société. J'espère que tout le monde se rend compte qu'on joue avec le feu. Alors qu'il y a une volonté de l'actionnaire de faire quelque chose de L'Avenir, sinon il n'aurait pas sorti les investissements pour la restructuration. Dans 99 % des cas, les gens seraient contents d'avoir un actionnaire qui investit pour relancer une société en perte. Ici, c'est différent.

Ce plan social, il va coûter combien ?

Entre 5 et 10 millions.

On entend plutôt parler de 8-9 millions... On est plus proche des 10, donc ?

Possible.

Bref, que fait-on ?

J'invite les gens qui sont revenus sur leur parole et leur signature à devenir raisonnables. J'espère qu'ils vont faire la distinction entre leurs émotions et le bien-être du journal.

Vous y croyez ?

Je suis optimiste de nature.

Quel est le but, de tout cela ?

Le but final, c'est de provoquer le monde politique, pour qu'ils interviennent. Ce qu'ils veulent, c'est relancer la discussion politique pour sortir de Nethys.

Parfois, vous ne vous dites pas que vous auriez moins de problèmes si Nethys vendait « L'Avenir », et tournait la page ?

De temps en temps, j'y réfléchis. Mais, avant tout, on a un bon produit. L'Avenir a une clientèle très fidèle. La satisfaction de notre lecteur est aussi très élevée. On a déjà le pôle télécoms, pour exploiter les convergences. Alors pourquoi ne pas le faire. Deuxième chose, plus personnelle : je crois que la satisfaction, dans un job, ce n'est pas de réaliser des choses trop faciles. ■

**Propos recueillis par
XAVIER COUNASSE**